

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE**  
**Marché privé de travaux**

**TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER "EMERAUDE"**  
**COMMUNE DE KOUROU**

**1. Pouvoir Adjudicateur / Maître de l'Ouvrage**

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)  
33, avenue Jean Jaurès – BP 812  
97388 KOUROU CEDEX  
Téléphone : 0594 32 10 34  
Télécopie : 0594 32 29 95  
Profil d'acheteur : <http://simko973.e-marchespublics.com>

**2. Procédure de passation**

Marché à procédure adaptée (MAPA)

**L'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique obligatoire en application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique.**

**3. Objet de la consultation**

Réalisation des travaux de réhabilitation de l'ensemble immobilier « EMERAUDE » à KOUROU.

Les travaux feront l'objet d'une seule tranche de réalisation et sont répartis en deux (2) lots définis ci-après :

- Lot n° 1 : Menuiserie aluminium
- Lot n° 2 : Électricité

Dévolution en marchés de travaux séparés pour chacun des lots.

Possibilité est offerte aux candidats de soumissionner pour un ou l'ensemble des lots.

Les variantes sont autorisées. Les offres variables sont strictement interdites.

**4. Délai d'exécution**

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est de 12 mois (y compris période de préparation de 2 mois).

**5. Date prévisionnelle de début des travaux**

1<sup>er</sup> trimestre 2022.

**6. Justificatifs à produire**

Les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont listés dans le Règlement de la Consultation.

**Niveau spécifique minimal exigé** : tel que mentionné dans le Règlement de la consultation.

Les candidatures, offres et documents de présentation associés seront entièrement rédigés en langue française, l'unité monétaire utilisée est l'euro.

Avant toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché devra produire dans les délais fixés les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

## **7. Critères de jugement**

Les offres seront jugées en fonction et dans l'ordre des critères pondérés suivants :

1. Valeur technique (capacité de l'entreprise par rapport aux travaux projetés) ; pondération : 50%
2. Prix ; pondération : 50%

## **8. Modalités de financement / paiement**

Voir documents de la Consultation

## **9. Lieu où l'on peut retirer le dossier d'appels d'offres**

Le Dossier de Consultation est disponible gratuitement, sur le profil d'acheteur (plateforme de dématérialisation) de la S.IM.KO. à l'adresse suivante :

<http://simko973.e-marchespublics.com>

## **10. Adresse où les offres doivent être transmises :**

Uniquement sous forme électronique (excepté les copies de sauvegarde qui se substitueront, en cas d'anomalie, aux dossiers transmis par cette voie), sur le profil d'acheteur :

<http://simko973.e-marchespublics.com>

## **11. Date limite de réception des offres**

**Vendredi 17 décembre 2021 à 12h00**

## **12. Délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre**

Cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **13. Renseignements d'ordre administratif et technique**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront obligatoirement faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande par le biais du profil d'acheteur. Une réponse sera alors diffusée en temps utile à toutes les entreprises susceptibles d'être concernées.

## **14. Procédure de recours**

L'instance compétente pour les procédures de recours est le Tribunal de Grande Instance de Fort-de-France – 35, boulevard du Général de Gaulle – 97200 FORT-DE-FRANCE – Téléphone : 05 96 48 41 41 – Fax : 05 96 48 43 32.

Dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, en cas de manquement aux obligations de publicité ou de mise en concurrence, toute personne ayant intérêt à conclure le contrat peut demander au juge de prendre toute mesure tendant à ce qu'il soit ordonné à la personne morale responsable du manquement de se conformer à ses obligations.

## **15. Organes de publication**

. BOAMP n° 21-156552

. Plateforme de dématérialisation : <http://simko973.e-marchespublics.com>

. Site [www.simko.fr](http://www.simko.fr) rubrique « Appels à concurrence » .

## **16. Date d'envoi à la publication**

**Vendredi 26 novembre 2021.**